



# **Le Liban, province annexée ou futur pays libre ?**

## **Mémoire de géopolitique**

du chef de bataillon Pierre DUPONT de DINECHIN

dans le cadre du séminaire

« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Monsieur Aymeric CHAUPRADE

MARS 2005

# Sommaire

1	– La construction du LIBAN.....	4
1.1	Le Liban, une terre de variétés .....	4
1.2	De l’Antiquité à l’État moderne .....	7
2	Naissance de l’état Libanais .....	14
2.1	Démocratie et communautés .....	14
2.2	Montée vers la guerre : .....	19
2.3	Une guerre de quinze ans .....	23
3	Reconstruction du pays. ....	28
3.1	Reconstruction politique.....	28
3.2	Conséquences économiques et perspectives.....	29
3.3	Conséquences sociales et relations avec l’extérieur. ....	31
3.4	Les influences étrangères : .....	32
4	Conclusion.....	36
5	Annexes .....	37
5.1	Annexe 1 Le liban quelques chiffres .....	37
5.2	Bibliographie .....	39

## INTRODUCTION

Modeste par sa taille (grand comme un département français 10 452 Km<sup>2</sup>) et par sa population (seulement 3 500 000 habitants dans les années 90), le Liban a toujours occupé au Moyen Orient une place particulière en raison de sa diversité humaine. La culture de l'Occident côtoie celle non moins riche de l'Orient et des liens particuliers depuis les croisades le relie à la France.

Marqué au cours de son histoire par des bouleversements à l'échelle du monde habité, le Liban a bénéficié d'une prospérité particulière, animée par une population qui a toujours été particulièrement dynamique, relayée par une diaspora proliférant dans tous les pays où le commerce est possible. Pays aux multiples cultures, il a également subi le voisinage du conflit Israélo-palestinien qui empoisonne le Moyen Orient depuis plus de 50 ans.

A partir de 1975, le Liban a été particulièrement marqué par une guerre aux origines complexes, animée de multiples rebonds, et dans laquelle de nombreux intervenants viennent passionner un conflit sanglant dans un pays oriental toujours en ébullition. Les acteurs nationaux et internationaux toujours prêts à se partager le Liban l'ont laissé en ruine. La paix imposée par la domination syrienne et israélienne a permis l'instauration d'une pseudo démocratie fonctionnant sur une domination des puissances voisines et conduisant à un appauvrissement du pays, à un pillage de ses richesses et à l'émigration de des élites.

Que reste-t-il de ce pays déchiré dont la position l'a établi en château d'eau d'une région aride occupée par des peuples habitués à vivre avec leurs différences ? La participation des différents partis à la reconstruction nationale est une étape vers une indépendance complète, qui exigera encore un long travail vers l'établissement d'une nouvelle prospérité.

# 1 – La construction du LIBAN

## 1.1 Le Liban, une terre de variétés

Bordant Méditerranée, le Liban a tout au long de son histoire été marqué par cette proximité de la mer Méditerranée. Elle a marqué sa géographie par l'abondante pluviosité qu'elle générait, mais elle était aussi un formidable passage naturel entre l'Orient et l'Occident et procurait des escales sur cette cote hospitalière. Le Liban présente de ce fait un panel étonnant, une mosaïque riche de cultures, de confessions, qui l'ont fait appeler dès les temps anciens le « pays des cèdres<sup>1</sup>».

### *Déterminismes géographiques :*

Créé dans ses frontières en 1920, le Liban est limité à l'Ouest par la mer Méditerranée. Il est avant tout le massif montagneux dont il porte le nom et qui est constitué par deux chaînes montagneuses parallèles à la cote. L'ensemble constitue quatre unités géographiques bien distinctes.

Tout d'abord, une plaine étroite et discontinue borde le littoral, plaine agricole marquée par les vallées creusées par les rivières coulant d'est en ouest. Elle s'élargit en ses deux extrémités : au nord la plaine du Akkar, au Sud de Tyr la plaine de Saïda.

Le mont Liban, domine le littoral de plus de 3000 mètres. S'élevant doucement depuis la mer, il est constitué de plusieurs plateaux calcaires creusés de profondes vallées encaissées et domine au centre la grande plaine de la Bekaa sise en altitude avec Baalbek en son centre. Ce plateau d'altitude se présente comme une véritable dépression et paraît véritablement comme entourée de montagnes. Il est parcouru par deux fleuves, l'Oronte qui coule vers le Nord et la Syrie, et le Litani qui coule vers le Sud et se jette dans la Méditerranée près de Tyr. Plus à l'est et faisant frontière avec son puissant voisin, le mont anti-Liban domine la Bekaa et atteint pratiquement les hauteurs du mont Liban.

---

<sup>1</sup> Les cèdres du Liban sont cités 21 fois dans la bible.

La proximité de la mer, les hauteurs du relief déterminent de grandes variétés climatiques. Le Nord de la Bekaa est un désert aride alors que les versants méridionaux de la chaîne des monts Liban reçoivent une pluviométrie quasiment égale à celle de la moyenne française. L'étude des températures montre le même phénomène : le littoral est tempéré, et ne connaît pas de période de gel permettant des cultures d'agrumes et de fruits tropicaux bananiers alors que les montagnes subissent une amplitude thermique fort importante et c'est là que l'on trouve les cultures méditerranéennes traditionnelles : oliviers, vigne et céréales. Enfin la tempérance du climat favorise les séjours touristiques, si bien que le pays accueille de nombreux ressortissants des pays arabes.



Source : Atlas Petit Larousse des pays du monde

### *Déterminismes historiques :*

Le Liban jadis connu pour ses forêts de cèdres<sup>1</sup>, a été de tout temps un refuge de nombreuses communautés. Il existe actuellement dix sept communautés recensées qui font officiellement partie du paysage politique. On trouve notamment les chrétiens (eux-mêmes divisés en maronites, grecs orthodoxes, arméniens, syriens, chaldéens...) mais aussi les communautés musulmanes dont les chiites sont les plus nombreux, et encore les sunnites, les druzes... et une petite communauté israélite établie à Beyrouth. Chacune de ces communautés occupe une part bien précise dans la vie commune puisqu'elle possède un droit privé

<sup>1</sup> Salomon a construit le premier temple de Jérusalem au moyen des cèdres du Liban. (Vers 950 Av JC).

spécifique, mais aussi une place déterminée dans les institutions politiques. L'équilibre est délicat ; il semble qu'en raison de l'émigration massive des chrétiens due aux persécutions qui ont accompagné la guerre et à la forte natalité notamment chez les chiites, les musulmans seraient devenus majoritaires (55% environ) alors qu'ils ne représentaient moins de 45% avant 1975.

Cette tradition de migration ne semble pas être récente. Déjà en 1975, on comptait 30% de population étrangère sur le territoire du Liban. Cette immigration a contribué au rapide accroissement de la population libanaise. Ce fut successivement l'immigration arménienne après la première guerre mondiale, l'immigration kurde dans les années 1920, la vague palestinienne au moment de la première guerre en Israël, mais aussi la vague syrienne entre 1958 et 1975. D'un autre côté, les émigrations ont permis de contenir la population totale. Au XIXe l'importante vague qui s'était tournée vers le continent américain s'est poursuivie jusqu'à la première guerre mondiale. On estime ainsi que 210 000 Libanais ont rejoint les États-unis mais également l'Afrique noire et les comptoirs européens entre 1900 et 1914. Enfin, depuis la seconde guerre mondiale, on a vu l'émigration libanaise rejoindre les pays pétrolier, si bien que la diaspora libanaise est présente dans la totalité du monde occidental et oriental.

En 1975, vivaient au Liban 100 000 kurdes et 350 000 palestiniens presque autant de Syriens. Beyrouth était devenu un refuge pour de nombreuses communautés dont le niveau de vie était très hétérogène sans qu'il soit lié aux origines confessionnelles. On retrouvait en effet dans la banlieue de Beyrouth à la fois des maronites issus de régions rurales mais aussi des chiites, bien souvent installés dans des bidonvilles. Il est à noter que les exceptions concernent les Grecs orthodoxes dont la proportion d'éléments fortunés est plus importante que la moyenne en raison de leur orientation traditionnelle vers les activités commerciales et leur ouverture à la culture occidentale, alors qu'à l'opposé, elle est plus faible chez les chiites traditionnellement tournés vers des activités rurales et le monde arabe.

Les clivages économiques se traduisent également par des oppositions régionales. Le nord du Liban -quasi désertique- est plus pauvre et moins développé que le Liban sud bien irrigué par les pluies venant de la Méditerranée. Beyrouth capitale et poumon économique

pour le pays a vu son importance régionale confirmée par la proximité du conflit Israélo-palestinien.

Dès les années 1950, l'urbanisation s'est fortement accentuée à cause de l'immigration massive, mais aussi par une activité commerciale croissante avec les pays arabes et l'augmentation de consommation des pays producteur de pétrole. Beyrouth étaient devenu un centre d'import-export pour tout le Moyen-Orient ; si bien qu'entre 1968 et 1975, le trafic dans son port et dans son aéroport ont quasiment doublé. Cette situation renforçait les clivages entre le Liban pauvre et le Liban plus fortuné. Dans le même temps la part de l'agriculture dans la richesse du pays de ne faisait que s'effondrer pour conduire à une importante dépendance alimentaire en 1974 (75% des besoins alimentaires devaient alors être importés).

Le Liban se présente comme une mosaïque géographique mais aussi sociale bien complexe. Si l'histoire permet de préciser l'origine des particularités, il faut avant tout décerner dans cette complexité la force d'un peuple accroché à son territoire.

## **1.2 De l'Antiquité à l'État moderne**

Le site de Byblos est occupé sans interruption depuis 80 000 ans av. J.-C. Dans les temps historiques, il convient de noter le passage des cananéens du nom d'un petit-fils de Noé, puis des phéniciens, dont certains Libanais affirment être les descendants. Ceux-ci s'étaient rendus célèbres par la production de pourpre et le commerce d'étoffes de couleur (principalement la soie qui a fait la réputation du Liban) dans tout le monde ancien. Exploitant les fameux cèdres de la montagne, ils commercent avec l'Égypte des pharaons bénéficiant de sa protection lors des invasions Hittites et de celles des Philistins. Dès le troisième millénaire av. J.-C. ils dirigent un grand nombre de cités marchandes autonomes et concurrentes dont les principales seront au Liban : Tripoli, Byblos, Beryte (actuelle Beyrouth), Sidon et Tyr. C'est à eux que nous devons en particulier l'invention de l'alphabet phonétique mais aussi peut-être du papier russe, matériau noble dans lequel Byblos avait fait sa spécialité. Ses habitants parlaient un dialecte araméen encore utilisé de nos jours dans certains villages.

Ces villes se comportent comme autant d'unité politique, véritable communauté possédant chacune ses divinités, ses temples, ses activités spécifiques. Peut-être pourrait-on trouver dans ces cités indépendantes, l'origine du comportement du peuple libanais et son étonnant communautarisme.

Du VIII<sup>e</sup> siècle au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., le Liban subit une série d'invasions tout d'abord des Assyriens qui s'emparent de Tyr vers l'an 700 puis des Babyloniens, et enfin des Perses au V<sup>ème</sup> siècle. Lors de la bataille de Marathon en 490 ainsi qu'à Salamine en 480, les Grecs sont vainqueurs des Perses. À Arbèles en 331 ils obtiennent une victoire décisive avec Alexandre Le Grand. La côte phénicienne perd alors son indépendance pour devenir de simples annexes et royaumes fondé pour les frères d'Alexandre : la Syrie des séleucides au Nord et l'Égypte au Sud. À partir de cette date, le Liban ne figure plus comme une entité politique unique. Durant une longue période, il n'est plus qu'une partie d'une vaste région qui regroupe la Syrie et le Liban actuel auxquelles il faut ajouter la Jordanie et la Palestine.

Les Romains succédant aux Grecs vers 64 av. J.-C. Pompée s'empare de la Syrie et de Phénicie. Ils sont regroupés pour devenir un seul pays jusqu'à l'arrivée d'Islam. L'architecture est marquée par une grande quantité de constructions romaines : Tyr et son port plus tard englouti par la mer, Beyrouth et son école de droit, Baalbeck et son temple dédié Jupiter.

La naissance du Christ ne transforme pas là Phénicie en pays chrétien. Il faudra attendre l'Edit de Milan en 313 pour rendre la liberté de culte aux chrétiens. À partir des IV<sup>ème</sup> et V<sup>ème</sup> siècles, le christianisme fera d'immenses progrès en Orient favorisé par la création en 395 après J.-C. de l'empire byzantin. À cette époque, Sainte-Hélène, mère de l'empereur Constantin, découvre dans Jérusalem en ruine, la Sainte-Croix et le Saint Sépulture. Des basiliques somptueuses sont édifiées sur les lieux de la passion du Christ et les conversions sont nombreuses. Ces événements ont un retentissement profond au sein des populations environnantes et notamment non loin d'Antioche, où naît d'une communauté de moines, et disciples de saint Maroun. Les maronites auront une influence spirituelle et culturelle déterminante dans l'histoire du futur Liban. Il marque un attachement farouche à la culture syriaque et à la langue araméenne reçu de leurs ancêtres.

Issus des plaines de l'Oronte et initialement hérétiques (monothélite), ils abandonnent leur région d'origine pour se réfugier dans la montagne et absorber petit à petit les populations autochtones.

La montée de l'Islam se fait rapidement dans un empire chrétien très fractionné, et touché par une profonde décadence civique et morale. Le Ve siècle assistera à la chute de Rome aux mains des barbares alors que les VIème et VIIème siècles verront les armées d'Allah s'emparer des régions Sud de la Turquie. « Le plus grand mal s'éleva contre l'Empire et contre toute la chrétienté, » écrira Bossuet. « Mahomet s'érigea en prophète parmi les Sarrasins. Il fut chassé de la Mecque par les siens. Le faux prophète donnera ses victoires pour toute marque de sa mission. Il soumit en neuf ans toute l'Arabie de gré ou de force, il jeta les fondements de l'Empire des califes. »<sup>1</sup>

En 635 les Arabes prennent Damas, le calife Moawia, issu de l'oligarchie de La Mecque, chef des bédouins arabes sunnites, s'installe à Damas et fonde la dynastie des Omeyyades. Afin d'occuper le pays, il plante quelques garnisons et colonies de déportés politiques venant d'Irak. Ces derniers connus sous le nom de chiites sont à l'origine de la population arabe de la côte libanaise. C'est le début d'une ère prospère pour la Syrie devenue centre du monde arabe. Damas, capitale du califat, verra la construction de la célèbre grande mosquée des Omeyyades.

Succédant au Omeyyades, les Abbassides établissent une dure tyrannie dont les chrétiens furent les premières victimes. Au Xème siècle l'empire arabe se dédouble, les Abbassides conservent l'Irak, un nouveau califat s'étend du Caire à Damas, dirigé par les Fatimides. Cette domination augmente le nombre et le rôle des chiites dans le pays. A cette époque se développe également la secte des druzes, (communauté issue du chiisme ismaïlien à partir de la croyance à une incarnation divine dans la personne du calife fatimide Hâkim) qui jouera un rôle essentiel dans la vie politique du Liban.

Le Liban est ensuite marqué par l'épopée des croisades qui conduit au rapprochement entre les émirs et les populations occidentales arrivant à cette occasion. En effet, les

---

<sup>1</sup> Discours sur l'histoire universelle. Bossuet. 1<sup>ère</sup> partie.

pèlerinages vers les lieux saints de la chrétienté n'ont jamais cessé depuis la chute de l'empire romain et une sorte d'entente cordiale s'était établie entre les Fatimides et les chrétiens. Cette entente a duré jusqu'à ce que les turcs Seldjoukides venant d'Asie Mineure occupent la Syrie. Jérusalem est occupée et pillée à deux reprises, en 1071 et en 1077, par les envahisseurs qui accueillent sans doute moins libéralement les pèlerins chrétiens que les Arabes ou les Égyptiens.

Faute de pouvoir s'emparer de Damas où se concentraient le gros des forces de l'adversaire, les armées franques se contenteront d'une bande côtière (Saint Jean d'Acre, Tripoli) permettant d'arriver jusqu'aux portes de Jérusalem. Comme partout où ils passent, les croisés imposent leur structure féodale : chaque état est divisé en seigneurie et en fiefs et les populations sont astreintes aux mêmes redevances féodales, notamment capitation et corvée. Rapidement les Francs se limitent à la garde des forteresses dont le célèbre Krak des chevaliers construit au XII<sup>ème</sup> siècle et les autres châteaux (Beaufort, Banyas...) destinés à défendre les points clefs du terrain. La puissance des villes côtières est tout à fait caractéristique du Liban. Certaines ne furent saisies par les croisés qu'après un long et pénible siège et elles furent systématiquement renforcées après leur conquête comme en témoigne les nombreuses ruines toujours présentes : Château saint Gilles de Tripoli, Château des Croisés à Byblos...

Très vite après la conquête, la vie reprend le dessus et les conquérants s'adaptent à la société locale, tant et si bien que Saint Louis passera quatre ans en Orient après sa captivité en Égypte. Il réorganise les états et noue d'étroites relations avec le peuple maronite. Les croisés avaient en effet trouvé en ce peuple un soutien pour leurs opérations militaires et des frères dans la foi. Ceux-ci se voyaient à leur tour protégés par l'ordre établi par les croisés.

Le 21 mai 1250 Saint Louis écrivait au grand émir des maronites: « En vérité, notre amitié sincère, que nous avons commencée à ressentir envers la nation maronite lors de notre relâche à Chypre, où ils sont établis, s'est redoublé aujourd'hui davantage et nous sommes persuadés que cette nation, que nous trouvons établie sous le nom de Saint-Maron, est une partie de la nation française ; car son amitié pour les Français ressemble à l'amitié que les Français se portent entre eux. En conséquence, il est juste que vous et tous les maronites

jouissiez de la protection dont les Français jouissent près de nous, et que vous soyez admis dans les emplois comme ils le sont eux-mêmes... Pour nous et nos successeurs sur le trône de France, nous vous promettons de donner à vous et à tout votre peuple, notre protection spéciale, comme nous la donnons aux Français eux-mêmes, et nous nous emploierons en toute circonstance, à tout ce qui contribuera à votre prospérité. »<sup>1</sup>

On trouve ici l'origine des liens forts qui se sont constitués avec la France. Cette période initie la constitution du Liban contemporain. Il reste un royaume chrétien jusqu'au XIII<sup>ème</sup> siècle qui voit s'imposer les Mamelouks sur l'ensemble du territoire et sur la Syrie. Les communautés libanaises sont traitées avec mépris au cours de cette période, les chrétiens pour leurs attaches avec les croisés, les musulmans pour leur compromission avec les chrétiens. Une fois de plus, les montagnes servent de refuges et les vallées sont autant de fiefs dominés par des émirs qui reversent une partie des tributs qu'ils doivent percevoir au nom des Mamelouks.

Le XVI<sup>ème</sup> siècle voit la domination des turcs Ottomans qui règnent jusqu'à l'effondrement de l'empire en 1918. C'est une période de stabilité qui permet la bonne entente entre les trois communautés principales Druze, Maronite, et Chiite si particulière au milieu libanais. Les maronites profitent de leurs liens culturels avec l'Europe pour faciliter l'influence de celle-ci sur le Moyen Orient et le développement des cultures par leur attachement traditionnel à la vie rurale, tandis que les druzes deviennent les fonctionnaires de l'empire Ottoman. Plusieurs dynasties libanaises se succèdent à commencer par le Grand Émir Fakhr ed Dine II Maan (1590 - 1635) qui luttera toute sa vie pour l'unité et l'indépendance de son pays en jouant sur l'entente entre les communautés et une administration ferme et compétente. Il périra décapité à Istanbul alors que disposant d'une puissante armée, il songeait à briguer le Sultanat.

Plus tard, le Grand Émir Bechir II Chehab (1789 – 1840) poursuivra cette politique d'indépendance vis-à-vis du pouvoir Ottoman en s'appuyant principalement sur les maronites, bien qu'il était lui-même un sunnite converti. Il fera construire le palais de Beit el Dine non loin de Deir el Qamar, sa capitale, mais surtout étendra les limites du Liban pratiquement à

---

<sup>1</sup> Les Maronites, Michel Awit. Patriarcat maronite de Bkerké, 1989.

ses frontières actuelles. Il n'oubliera pas l'action de ses prédécesseurs en favorisant la bonne entente entre les communautés. Sous son règne « Sunnites, druzes, Chiïtes, Maronites et grecs constituent un seul peuple, vivant tous côte à côte, dans un esprit de solidarité et de respect mutuel »<sup>1</sup>.

Ses successeurs se montreront moins capables pour maintenir l'ordre entre les Druzes et les Maronites qui se déchiraient dans de violents conflits dans lesquels l'Angleterre n'était pas innocente. Entre 1840 et 1860, on assiste en effet sous l'action de la pression étrangère (en particulier l'égyptien d'Ibrahim Pacha) à l'affaiblissement de la féodalité druze du Mont Liban soutenue par l'embrigadement de la communauté maronite par la France. Les élites druzes voient s'effriter leur domination économique et politique alors que les maronites continuent leur expansion démographique vers le Sud et réclament une réforme agraire dont pourrait bénéficier leur agriculture principalement grâce aux exportations vers l'Europe. Les Turcs profitent de ces troubles pour imposer à nouveau leur domination directe sur le Liban et en particulier une administration en deux cantons.

En 1860, à la suite des tensions grandissantes, les Druzes et les Musulmans se livrent à un massacre organisé et généralisé des chrétiens de la région de Damas et dans le Chouf. L'intervention de la France avec le corps expéditionnaire du Général d'Hautpoul et ses 7 000 hommes rétablira l'ordre, mais le génocide avait déjà marqué les esprits. Au moins 5000 victimes furent dénombrées parmi les chrétiens pour la seule journée du 9 juillet 1860.

Le mutassafirât -, régime de province autonome, est établi à la suite de ces violences. Il est garanti par six puissances européennes qui soutiennent comme premier gouverneur un chrétien non maronite. La protection contre le contrôle politique et militaire ottoman fait renaître les espérances des autonomistes et un souhait d'indépendance croît sous l'influence d'un large mouvement de renaissance culturelle et national arabe. Les uns souhaitent la création d'une grande Syrie, du Taurus (chaîne montagneuse turque) au Sinaï sous la direction d'un souverain arabe. D'autres, parmi lesquels les maronites sont majoritaires, se limitent à un état libanais indépendant, protégé par la France en raison des liens historiques qu'elle a noués.

---

<sup>1</sup> « le Liban », collection Que sais-je ? PUF

Ce premier système politique durera jusqu'en 1915, date à laquelle le Liban sera envahi par les Turcs qui exerceront une répression brutale. Après la première guerre mondiale, la région libérée par les britanniques est administrée suivant les accords de « Sykes – Picot » qui attribuent à la France les territoires du Liban et de la Syrie. Elle devenait à nouveau protectrice du pays des cèdres comme elle l'était à l'époque des croisades.

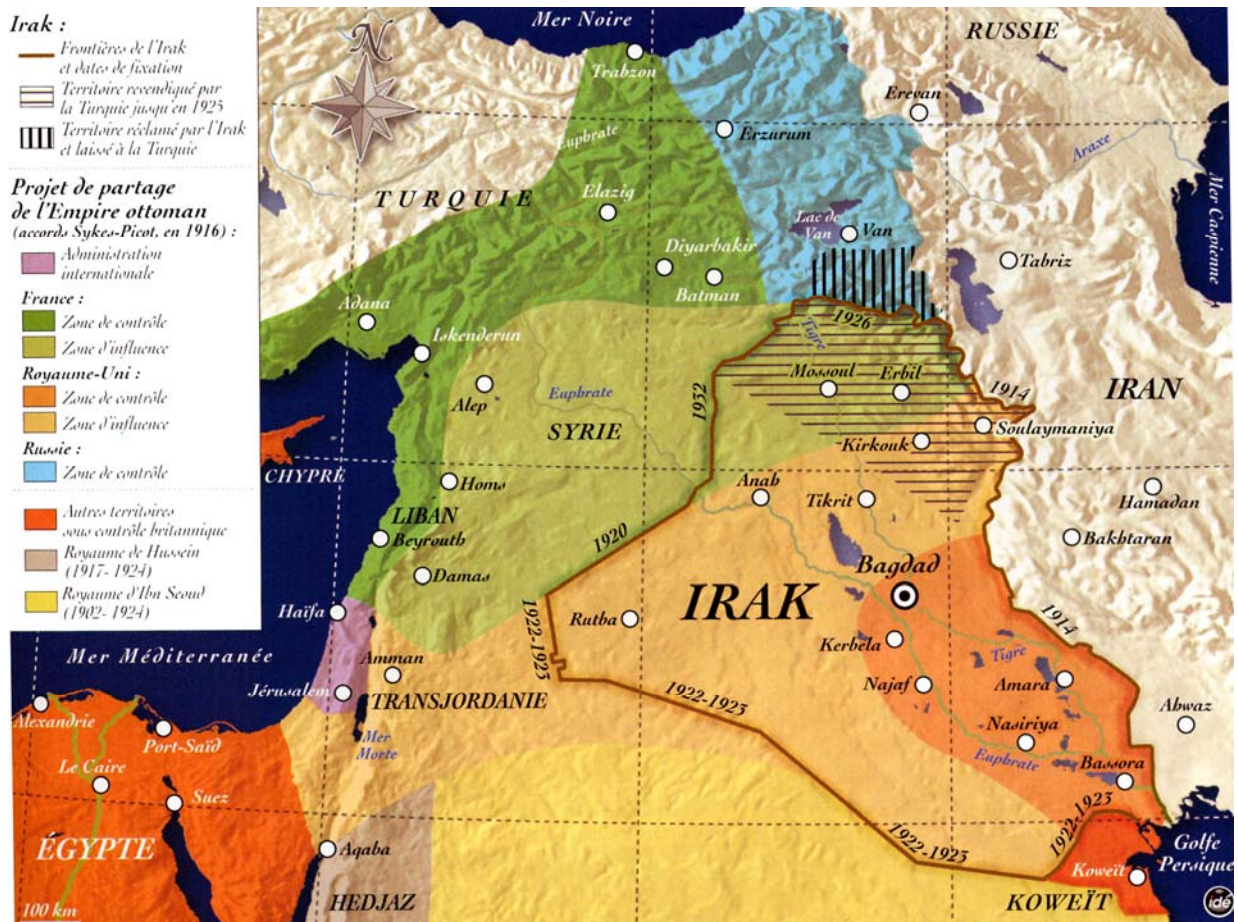
## 2 Naissance de l'état Libanais

### 2.1 Démocratie et communautés

L'état du Liban est proclamé le 31 Août 1920 par le général Gouraud, haut Commissaire, après sa victoire sur les nationalistes syriens à Maysaloun. Les frontières du Grand Liban comprennent le Mont-Liban (maronites et druzes), le littoral de Tripoli à Tyr (à majorité musulmane) et la plaine de la Bekaa également à majorité musulmane. Les protecteurs des chrétiens cherchent en fait à satisfaire les ambitions du patriarcat maronite tout en affaiblissant les mouvements pro-syriens. Mais historiquement, géographiquement et géopolitiquement un tel choix se justifie de plusieurs façons :

- Le grand Liban recréé correspond à la Phénicie historique ainsi qu'au Liban jusqu'en 1840. C'est le rétablissement du patriarcat maronite dans ses limites historiques. (raison historique)
- La plaine littorale et la Bekaa sont des terres agricoles riches, qui compenseront les effets du blocus turc. (raison économique et géopolitique)
- La possession du littoral et en particulier de Tripoli permet de porter ombrage au commerce Syrien tout en conservant la primauté de Beyrouth qui perd un concurrent. (raison géopolitique)
- Le rattachement de la Bekaa au Grand Liban favorise le contrôle de ce passage stratégique vers Damas, traditionnel lieu de trouble et de friction entre les communautés

Les régions à majorité musulmane pouvaient de manière compréhensible être opposées au projet. De fait, la Syrie n'acceptera jamais cette annexion de province composée d'une majorité de musulmans. Elle n'acceptera pas plus la scission en quatre provinces : Damas, Alep, territoire des Alawites, djebel Druze, formant une confédération. On peut donc comprendre après cette différence de traitement, le mécontentement encore perceptible qui anime les partisans d'une grande Syrie promise aux bédouins durant la première guerre mondiale.



Mais le projet initial était faussé : Lawrence d'Arabie qui avait organisé la révolte contre les turcs mettait quelques réserves quand à la réalité d'une telle réunion : « La Syrie restait une mosaïque raciale et religieuse violemment colorée. Toute ample tentative d'unification aurait un résultat parcellaire et rapiécé, désagréable à un peuple que ses instincts ramenaient toujours à une règle paroissiale et domestique... La Syrie, par nature pays vassal, était aussi par habitude pays d'agitation infatigable et révolte incessante. »<sup>1</sup> Il était donc naturel que la Grande Bretagne et la France cherchent à mettre de l'ordre dans leurs provinces et par voie de conséquence procèdent à un tel découpage.

Du coté libanais, la création d'un nouvel état ne satisfait pas tous les intérêts. Les Maronites initiateurs du projet sont satisfaits et obtiennent des arrangements avec les Druzes en échange d'une certaine autonomie. Les musulmans sont opposés à cette séparation du grand état arabe auquel ils aspiraient depuis le protocole de Damas en 1916 et surtout de la

<sup>1</sup> Les sept piliers de la sagesse, Thomas Edward LAWRENCE.

domination maronite. Cependant, même s'ils voient dans cet état un moyen de les marginaliser dans la vie économique locale, ils n'ont pas les moyens de s'opposer, malgré leurs liens avec Damas.

Globalement, le mandat français reste une période particulièrement favorable pour le développement du Liban. La surface cultivable est doublée, de nombreux équipements routiers et ferroviaires tendent à désenclaver les régions montagneuses et de nombreuses écoles tenues par des congrégations catholiques participent à l'alphabétisation des enfants tant chrétiens que musulmans. Le commerce soutenu par le sens des affaires très développé dans la population libanaise voit aussi un grand essor. Dans la suite du mouvement de renaissance culturelle lancé au XIX<sup>ème</sup>, on assiste à une véritable renaissance du Liban grâce à ses élites qui savent adhérer aux valeurs occidentales sans renier leurs racines orientales.

Mais l'économie reste marquée par un profond déséquilibre entre Beyrouth et sa région d'une part, et d'autre part les régions périphériques qui développent uniquement une agriculture vivrière. Les pôles économiques restent gouvernés par les communautés et donc sont orientés soit vers la montagne libanaise, plutôt maronite, soit vers la Syrie. La prospérité est inégalement répartie et exacerbe la différence entre riches et pauvres ; elle croise à la fois les origines urbaine et rurale et les origines communautaires entre chrétiens et musulmans. La capitale bénéficie davantage du mandat français que les provinces dans lesquelles les tensions intercommunautaires deviennent réelles. Les indépendantistes soutiennent l'action française dans laquelle ils voient un soutien à leurs ambitions et surtout une protection vis-à-vis des vellétés des pays voisins. Un autre courant se veut plus proche des musulmans et prône un rattachement du Liban, -état arabe fondé sur un ensemble de communauté-, mais faisant partie de la « nation arabe ». Le deuxième courant l'emportera en 1943 à l'issue de la triste guerre fratricide de Syrie de Juin et Juillet 1941 au cours de laquelle l'armée anglaise assistée de partisans gaullistes combatta les troupes du général Dentz commandant l'armée française du Levant. Dans les provinces, à la traîne de la croissance, on milite pour une indépendance qui apportera plus que le régime mandataire.

La fin du mandat français est préparée par le traité franco-libanais de 1936, la France devant conserver les prérogatives des affaires étrangères. Mais les inégalités devenant trop

fortes, elles conduisent à la révolte du Jabal Druze - événements au Sud Liban et dans le Chouf - matés par l'armée française en 1925. À partir de cet instant, le haut commissaire s'attache accélérer la construction d'un Liban indépendant. Il s'en suit la promulgation de la constitution de 1926 qui transforme le Liban en république et qui donne à ce pays le fonctionnement entre communautés qui lui est si particulier.

La constitution entérine l'appartenance de chaque libanais à une communauté dotée d'un droit et de tribunaux spécifiques, mais surtout elle organise la vie citoyenne et politique autour d'une représentation équitable au sein de l'état suivant un partage communautaire. Chaque poste de l'état est attribué à une communauté particulière et les députés sont élus suivant les critères confessionnels et régionaux le tout sur la base d'un équilibre officialisé par le recensement de 1932. Ce confessionnalisme est toujours en vigueur malgré les accords de Taëf de 1989 qui en prévoyait la suppression.

Après l'indépendance, l'état organise le partage des pouvoirs entre les principales communautés confessionnelles, maronites, sunnites, chiïtes et druzes tout en niant toute dépendance entre Occident chrétien et Orient musulman<sup>1</sup>. Le « pacte national », accord non écrit vient compléter la constitution.

Il définit notamment :

- 1) la souveraineté du Liban reconnu comme un état indépendant,
- 2) les droits de l'Homme et la jouissance de ceux-ci par tous les libanais,
- 3) l'égalité de tous les libanais devant l'état leur représentation en fonction du volume de leur communauté respective.

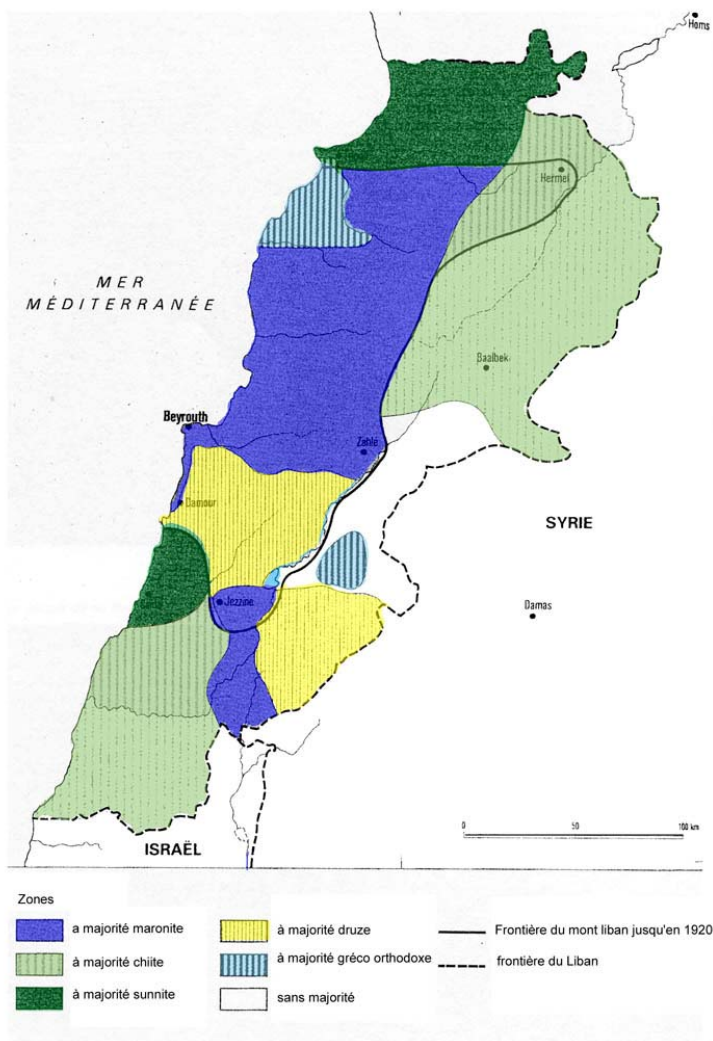
---

<sup>1</sup> Il s'agit en fait de l'application de la constitution de 1926 revue pour faire disparaître la référence au mandat français. Mais cette même constitution prévoyait dans son article 95 une phase transitoire respectant la structure confessionnelle qui devait à terme disparaître.

En conséquence et afin mettre en forme cette « représentation en fonction du volume de la communauté », le pacte national confirmait le partage du pouvoir et les postes de responsabilités selon les confessions : 50% pour les chrétiens et 50 % pour les musulmans et druzes, la présidence de la république à un maronite, la présidence du conseil à un sunnite, la présidence du parlement à un chiite... Chaque communauté était ainsi représentée jusqu'à la moins nombreuse. La communauté maronite s'est vue attribuer les postes les plus importants étant à la fois la plus nombreuse et la plus influente et celle qui était présente sur pratiquement tout le territoire. La communauté sunnite, seconde en nombre, mais aussi bien réparti sur la cote et à Beyrouth occupait le second rôle.

Ce système favorisait la confiance entre chacune des communautés, exigeant un consensus entre les dirigeants qui doivent s'assurer du soutien de leur communauté, et préservait le féodalisme qui a si longtemps garanti l'unité du peuple libanais. Les familles, les clans se rassemblaient autour d'un notable désigné par une base communautaire ou familiale bien souvent très restreinte, mais qui permettait des alliances et une influence sur la vie politique.

Dans les faits, le gouvernement de Bechara el Khoury (président de la république) et Riyad El Sohl (premier ministre) n'aura de cesse que le pays s'inscrive plus en avant dans la nation arabe faisant ainsi triompher le parti « pro arabe » au détriment du parti souverainiste.



En 1945, l'état libanais, devenu indépendant pour la première fois de sa longue histoire, acceptera de figurer sur la liste des états fondateurs de la Ligue Arabe. Cette décision entraîne de la part des chrétiens une vive réaction et le patriarche maronite demandera en contre partie un traité d'alliance entre la France et le Liban, destiné à réactualiser la promesse de Saint Louis, et à garantir la position du Liban au centre du Moyen Orient. Ce projet est rejeté par le chef du gouvernement libanais.

En 1946 le premier ministre Libanais disait à un journaliste de l'agence Reuter : « nous considérons que chaque membre de la Ligue arabe représente non seulement son propre pays mais tout le bloc des nations arabes ». Le pas était franchi par les dirigeants de marginaliser une communauté pour orienter l'avenir du pays vers une future nation arabe. Ils bafouaient le partage des pouvoirs et le « pacte national » qui se voulaient constituer un accord tacite destiné à affirmer la spécificité du pays et empêcher toute tentative centrifuge d'une communauté.

La création de l'état d'Israël en 1948 allait perturber plus encore la vie de ce jeune état, mais surtout devenir un événement majeur qui entraînera la déstabilisation totale du Moyen Orient.

## **2.2 Montée vers la guerre :**

Soutenu par l'Occident et considéré comme un envahisseur par les arabes, l'état d'Israël s'opposera à son voisinage par une série de guerres ouvertes : guerre d'indépendance en 1948, guerres en réaction en 1967 et 1973 qui conduiront à chaque fois à une extension de ses territoires et à un exode de réfugiés déstabilisants pour les pays voisins tant par les opérations clandestines qu'ils menaient que par les désordres résultant de ces déplacements de population.

En 1948, 140 000 réfugiés palestiniens arrivent pour peupler les camps aux abords des grandes villes. Ils accompagnent une forte croissance du pays et font les affaires d'une bourgeoisie entreprenante étant peu regardant sur le travail qui leur était proposé. Plus tard,

après la guerre des six jours et l'occupation du Sinaï et de Gaza par les forces israéliennes, mais aussi après les répressions Jordaniennes de septembre 1970, ils sont environ 500 000 au Liban dont une grande majorité s'installe dans la durée.

Entre temps, le pays a fait l'objet de pressions destinées à l'inscrire dans un camp ou dans un autre. En 1956 après la crise de Suez, le rapprochement entre le Liban et les États-Unis d'Amérique tend à aspirer le pays dans le clan Occidental. Il participera ainsi à la doctrine Eisenhower qui organisait la coordination des forces antisoviétiques au Moyen Orient.

La création de la République Arabe Unie avec à sa tête Nasser, fait naître une crise au sein du pays. Des manifestations violentes et même une insurrection dans la montagne, de certaines communautés pro-syriennes, déchirent le pays avec d'un côté les partisans de la spécificité libanaise plutôt chrétiens et de l'autre les partisans du projet de Nasser de constituer un grand état arabe. Elle est résolue par le débarquement de 15 000 marines américains le 14 juillet 1958 qui resteront jusqu'en octobre, mais fait venir au pouvoir lors des élections suivantes, le général Fouad CHEHAB, commandant l'armée libanaise qui n'avait pas voulu intervenir. La crise se termine « sans vainqueur ni vaincu »<sup>1</sup> Après 1958, il se consacre à la réconciliation nationale autour d'un état fort, soutenu par l'armée et dans le cadre du rétablissement du pacte national. Soucieux de le préserver, il prend ses distances par rapport au président égyptien Nasser en n'adhérant pas à la République Arabe Unie. Cette indépendance n'est pas du goût de la Syrie qui bien qu'ayant entériné l'indépendance du Liban en 1943 cherche toujours à le contrôler.

L'épisode suivant est marqué par l'action des réfugiés désespérés par la défaite cinglante de la guerre des six jours et qui s'organisent en formation militaire pour réaliser des actions sur le territoire Israélien. Devenus un véritable état dans l'état, reconstituant au Liban les structures et milices qui avaient provoqué le « septembre noir » en Jordanie, ils se retrouvent en lutte ouverte contre l'état Israélien et sont en lutte ouverte contre l'armée libanaise. C'est le début d'opérations terroristes contre le nord d'Israël et des actions de représailles par Tsahal qui conduiront à la guerre du Liban. La faiblesse militaire du pays

---

<sup>1</sup> Déclaration du Général Fouad CHEHAB, une fois le calme revenu.

(l'armée compte à peine 15 000 hommes) empêche toute réaction vis-à-vis de ce voisin violent. En même temps, elle fragilise l'état qui est accusé de complaisance avec les Israéliens et tend à laisser dans l'impunité les commandos palestiniens. Nasser, finalement, exige du gouvernement que les milices palestiniennes soient libres sur le territoire. Il fait instaurer une extraterritorialité pour les camps de réfugiés et autorise les combattants palestiniens de Yasser ARAFAT à gérer le Sud Liban. Cette situation expose particulièrement le pays aux représailles israéliennes qui va jusqu'à bombarder Beyrouth et qui poursuit de son armée les fidahins quand il ne s'agit pas de bombardement dans les camps et d'assassinats ciblés. Les tentatives de l'armée libanaise de remettre de l'ordre dans les organisations de résistance rencontre une forte opposition de la Syrie et surtout des milices palestiniennes prosyriennes. Cela conduit à un blocus de la frontière. De même, le soulèvement des quartiers musulmans après les bombardements des camps de réfugiés de la banlieue de Beyrouth fait peser un risque sur le régime qui a bien du mal à tenir plusieurs fronts. De plus, il met en évidence les différences entre les partis et la faiblesse du système politique communautaire.

Deux mouvances ont tendance à se dégager et à s'opposer : d'un côté on trouve les souverainistes favorables à la restauration de l'ordre et à la puissance de l'état, de l'autre le camp arabe qui se sent solidaire des palestiniens et qui y lie le sort du Liban face à l'agresseur occidental, personnalisé par l'état d'Israël. Contrairement aux pays voisins qui ont préféré privilégier leur souveraineté nationale à la cause des palestiniens, le Liban voit alors ses communautés prendre parti. Cela s'exprime par une nette tendance centrifuge des partis arabes. Aux côtés des sunnites traditionnellement plus sensibles à la solidarité arabe, se crée un Front Arabe de participation à la résistance (1972) qui regroupe les forces contestataires. Contrairement à ce qui est souvent rapporté, la guerre du Liban n'oppose pas des confessionnalismes (chrétiens musulmans), mais plutôt des clans

Au travers de ces divergences fortes, l'anarchie se répand dans le pays. Chaque communauté cherche à défendre ses intérêts et s'organise militairement pour le faire, encouragées par des éléments extérieurs. Ainsi, Israël, la Syrie et l'Égypte favorisent petit à petit la déstabilisation du Liban par les actions qu'ils y mènent et les milices qu'ils soutiennent. Le président Soliman FRANJIE verra ainsi de 1970 à 1975 le pays se déliter et

les accords tacites du pacte national exploser sous les coups d'une classe politique corrompue et aveugle à la dégradation de la situation du pays.

Les dissensions politiques et communautaires ne suffisent pas à expliquer la guerre que va connaître le Liban. D'autres déséquilibres viennent compléter les incompréhensions entre les communautés et le problème palestinien.

1) Le chômage augmente et passe de 10 à 15 % de la population active entre 1970 et 1975. L'insécurité dans le pays force les réfugiés à se regrouper dans les camps. Elle vient principalement de l'agitation dans les régions frontalières, mais aussi des travailleurs temporaires syriens. Ils sont en effet entre 400 000 et 500 000 et assurent aux entrepreneurs une main d'œuvre à bon marché, qui peut être remplacée aisément mais forme une population difficile à contrôler. Les clivages traditionnels entre communautés disparaissent avec le développement de la misère : dans les zones industrielles de la banlieue de Beyrouth, 40 % des ouvriers sont chrétiens et l'habitat mixte devient la règle.

2) La détérioration des conditions économiques due à la reconstruction du pays, à l'exode rural et à la proportion importante de chômeurs tend la situation des marchés et produit une inflation importante qui atteint 20 % par an dans les années 1970. Elle touche plus particulièrement les classes défavorisées qui n'arrivent pas à maintenir un niveau de vie déjà très bas (le coût des loyers augmente et le pouvoir d'achat diminue). Nombreux sont ceux qui parmi les classes moyennes préfèrent tenter leurs chances à l'étranger et plus particulièrement en Europe, Amérique ou dans les pays du Golf. Ainsi 150 000 travailleurs plutôt qualifiés quittent définitivement le Liban (notamment un grand nombre de médecins, ingénieurs, techniciens, professeurs qui manqueront à la stabilité du pays, au maintien de l'activité et au soutien sanitaire). Les communautés Maronites et Chiites sont plus particulièrement touchées par ce phénomène alors que le pouvoir leur était confié.

3) L'organisation féodale et clanique de la société faisait reposer le pouvoir sur un notable ou un chef de famille accompagné de ses hommes de main. Les forces politiques étaient très disparates, non fondées sur des partis comme on l'entend habituellement, mais le fait d'alliances parfois temporaires. Il faut noter : une coalition de cinq clans maronites à Zghorta ; deux partis chez les Druzes : Yazbakis et Junblattis qui soutiennent chacun une

famille. Chez les Sunnites les Jisr, les Karamé, les Solh, les Salam... et quelques partis plus idéologiques : Les phalanges fondés par Pierre Gemayel en 1936 sur le modèle des partis d'extrême droite européens, les Bass pro syrien, le Parti populaire Syrien qui s'appuie également sur une force paramilitaire.

Ces milices étaient toutes animées par un esprit de revanche. Dès 1946 monseigneur MOBARAK archevêque maronite de Beyrouth rappelait la position de sa communauté : « Historiquement, il est indéniable que la Palestine est la patrie des Juifs et des premiers chrétiens. Aucun d'entre eux n'était d'origine arabe. La force brutale de la conquête les a réduits et astreints à se convertir à la religion musulmane. Voici l'origine des arabes dans ce pays. Peut-on déduire de là que la Palestine est arabe et qu'elle fut toujours arabe ?... Le Liban réclame la liberté pour les juifs en Palestine comme il souhaite sa propre liberté et son indépendance. Le Liban comme la Palestine devront demeurer les foyers permanents des minorités. »<sup>1</sup> on peut penser que les autres partis évoluaient dans un esprit similaire, ainsi, le parti populaire syrien et sa milice a tenté par deux fois à faire rattacher le Liban à la Syrie. Mais cette déclaration ne doit pas laisser penser qu'il pouvait exister un quelconque ressentiment vis-à-vis des musulmans. En effet dans le même temps, le patriarche maronite Monseigneur Arida disait à l'heure de la création de l'état d'Israël « Ouvrez vos maisons, Ouvrez vos couvents pour accueillir vos frères démunis ! », provoquant l'arrivée du premier flot d'émigrés palestiniens.

## **2.3 Une guerre de quinze ans**

### ***Première guerre :***

Le 13 avril 1975, la guerre commence par un accrochage meurtrier entre Palestiniens radicaux et Phalanges dans une banlieue de Beyrouth. Très vite, elle se propage aux deux communautés par un soutien étranger qui ne se cache pas. Elle oppose « conservateurs chrétiens » et « islamo palestino progressistes » mais il est faux de considérer que le conflit a

---

<sup>1</sup> Gal Bertrand de DINECHIN Héroïque Liban d'après les archives du patriarcat maronite.

mis uniquement en présence des « forces chrétiennes » contre des « forces musulmanes ». Il faut plutôt considérer que l'opposition se faisait entre progressistes et souverainistes. Les Druzes (plutôt progressistes) souhaitaient chasser les chrétiens du Chouf tandis que les chrétiens maronites exaspérés par le désordre que faisaient régner les palestiniens (parmi lesquels il y avait également des chrétiens) voulaient, à l'image des dirigeants arabes des pays voisins, rétablir l'ordre dans l'état. Durant l'automne, la guerre, qui échappe à tout contrôle, voit se dresser villages contre villages et quartiers contre quartiers. Beyrouth est séparé en deux, le centre ville est bombardé aveuglément entraînant des cycles de représailles. Les grandes institutions et infrastructures sont dévastées, et les civils deviennent la cible privilégiée avec les enlèvements et exécutions que cela entraîne. Enfin en janvier 1976, la Syrie impose un cessez le feu et établit un rééquilibrage entre les communautés en particulier en déplaçant les populations minoritaires dans chaque camp. En juin, elle s'implique plus encore dans le but d'éviter la création d'un état palestinien et de maintenir un statut quo. Les Phalanges obtiennent l'appui d'Israël et rétablissent leurs positions dans Beyrouth-Est grâce à l'aide de la Syrie qui contient les Palestiniens dans leurs camps.

### *Occupation syrienne :*

Avec l'entrée de l'armée Syrienne dans Beyrouth en novembre 1976, une phase d'occupation commence. L'OLP est contrôlée par la Force Arabe de Dissuasion avec l'aide de plusieurs états arabes, Arabie Saoudite, Égypte, mais reste principalement sous contrôle Syrien. Au Sud Liban, par contre, les attaques contre Israël continuent. L'arrivée du Likoud au pouvoir en 1977 voit se durcir la position de l'état hébreu qui lance une vaste opération qui remonte jusqu'au Litani. En se retirant, il confie la garde d'une bande de sécurité à l'Armée du Liban Sud forte d'environ 1000 soldats et 1500 miliciens qu'il arme. Cette milice se compromet dans des actes contre les populations civiles palestiniennes au Liban qui durent jusqu'au début des années 1980.

En 1981 la Syrie tente de renforcer son emprise sur le pays. Elle installe des missiles SAM 2 et SAM 6 dans la vallée de la Bekaa afin d'empêcher toute intervention de l'armée israélienne au Liban. C'est aussi l'occasion pour les milices de reprendre leurs affrontements,

poussées sans doute par Israël. Les Phalanges aidées par Tsahal s'opposent à cette avancée syrienne, mais les milices palestiniennes en profitent pour embraser la ligne de front jusqu'à Beyrouth qui est à nouveau bombardée. Dans le Sud, Israéliens et Palestiniens sont directement au contact. Un nouveau cessez le feu est signé en Juillet 1981 et dure presque un an. Le Liban est alors géré par la Syrie au Nord et subit une lourde taxation. Dans le Liban sous contrôle chrétien, Béchir Gemayel obtient une entente avec les fractions opposées et devient chef d'un front libanais qui vise à l'unification du pays.

### *Occupation israélienne :*

L'opération « paix en Galilée » déclenchée le 6 juin 1982 par Israël, traverse la ligne d'interposition tenue par la FINUL, chasse 20 000 miliciens fedayin et atteint Beyrouth qui est occupée. La liaison avec les forces de Béchir Gemayel est opérée en 6 jours. Après un siège appuyé et de nouveaux bombardements de la capitale, l'OLP accepte de quitter le pays sous la protection d'une force multinationale et Yasser Arafat part en exil en Tunisie accompagné de 15 000 combattants qui se répartissent dans divers pays. C'est indéniablement une victoire pour Israël au Liban, mais aussi un espoir pour le Liban qui, soutenu par son puissant voisin est débarrassé d'une milice bien agitée. Un grand espoir naît dans le pays et conduit à la présidence Béchir Gemayel, mais son assassinat moins de 30 jours après l'élection relance la violence. Ce sont les épisodes des massacres de Sabra et Chatila réalisés par des unités des forces Libanaises.

Amin Gemayel, le frère de Béchir est alors élu. Il participe à la relance de l'économie, favorise le rapprochement entre les communautés dans Beyrouth, aide à la réinstallation des exilés que la guerre avait fait fuir. Un an après, il obtient dans des accords avec Israël un plan de retrait des forces israéliennes du Sud Liban et la signature d'un traité de paix. Pendant ce temps, la Syrie reprend les positions jusque là tenues par l'OLP, principalement dans la vallée de la Bekaa.

Mais cette période de calme reste de peu de durée. Les opérations de maintien de l'ordre de l'armée dans la banlieue de Beyrouth, l'établissement de nouvelles alliances entre partis musulmans soutenus par la Syrie crée de nouvelles agitations au sein de la communauté

chiite dans la capitale. Cette agitation s'étend ensuite à la montagne et à la communauté druze avec le départ de l'armée Israélienne. Malgré le soutien de la force multinationale qui tend à s'interposer, les forces libanaises reculent. Français et Américains se trouvent alors impliqués dans la guerre civile et doivent quitter le pays après les attentats qui visent leurs contingents le 23 octobre 1983.

En 1984, le président Gemayel réussit à établir un gouvernement d'union nationale regroupant au moins en façade les principaux leaders des factions opposées. Rachid Karamé est alors premier ministre, il est entouré de Camille Chamoun, Abdallah Racy, Walid Joumblatt (fils de l'ancien chef de la communauté Druze) et Nabih Berri (Amal). Chacun essaye alors de conserver une place dans l'administration pour sa communauté. Pendant ce temps, un nouvel acteur de la scène politique tente de s'implanter. Il s'agit du Hezbollah (parti de Dieu) inspiré par les gardiens de la révolution iranienne. Ce grand voisin tente en effet d'implanter une république islamique chiite au Liban. Ce nouvel acteur arrive par la plaine de la Bekaa et s'implante rapidement par les structures qu'il est capable de mettre en place. Reprenant l'idée de la colonisation française en Algérie, tout en encadrant la vie politique locale, il organise dans les villages, la scolarité des enfants, les dispensaires et réussit à devenir le garant des droits des réfugiés. L'arrivée de ce nouveau parti s'accompagne également d'une recrudescence des actes de violence contre les forces d'occupation, principalement israéliennes, mais aussi avec l'armée du Liban sud (milice soldée par les israéliens chargée de la surveillance de la bande d'interposition). Il fait régner la terreur, commentant enlèvements, assassinats et attentats contre tous ceux qu'il estime favorable aux occidentaux. En 1987, la Syrie effectue un retour en force dans le pays qui conduit son armée jusqu'à Beyrouth tout en limitant l'action des réfugiés dans les camps. Elle tente alors d'imposer au parlement l'élection de l'ancien président Soliman Franjié ce qui force le président Amine Gemayel, -arrivé en fin de mandat en septembre 1988- de confier le pouvoir exécutif au Général Aoun conformément à la constitution.

### *Guerre entre factions*

Le commandant en chef tente alors une guerre de libération contre la Syrie (mars 1989 - septembre 1989). Il est appuyé par de vastes manifestations dans les régions chrétiennes. Celles ci divisent également les forces libanaises entre unités restées fidèles au général Aoun et partisans chiites favorables à l'abandon du communautarisme. Finalement les forces Syriennes sont victorieuses en octobre 1990, le général Aoun, lâché par l'Occident est conduit à l'exil en France. Le président Hafez El Assad triomphe et conduit les députés libanais à un accord de « réconciliation nationale » dit accord de Taëf qui prévoit un rééquilibrage des pouvoirs, l'élargissement du parlement sur une base paritaire entre chrétiens et musulmans, l'abolition du communautarisme politique et un accord de fraternité entre la Syrie et le Liban. L'armée Syrienne est ainsi « autorisée » à rester indéfiniment au Liban.

La situation ainsi établie permet à l'armée libanaise commandée par le général Emile Lahoud sous la présidence d'Elias Hraoui de prendre position progressivement dans tout le pays et de supprimer les armes lourdes des différentes milices (Forces libanaise, PSP, Amal...). Il rétablit ainsi l'ordre dans le pays qui sort exsangue de la guerre et qu'il faut reconstruire. Pendant ce temps le premier ministre Rafic Hariri arrivé au pouvoir après les élections législatives se charge de la remise sur pied de l'économie tâche bien difficile dans le pays mené par la troïka installée par les accords de Taëf..

En Mai 2000, Israël met fin à sa présence au sud Liban et le pays se retrouve dans ses frontières toujours sous le joug et la tutelle Syrienne.

## **3 Reconstruction du pays.**

### **3.1 Reconstruction politique**

Le premier défi à la fin des quinze ans de guerre est la réforme de l'état. Mais elle est opposée aux rivalités communautaires dans lesquelles les marchés de reconstruction se négocient et avec eux les bénéfices en terme d'influence. En réalité, malgré les promesses d'abandon, le système communautaire se retrouve renforcé par cette guerre : appuyée par les accords de Taëf, l'identité confessionnelle est affichée sous prétexte de « pacte de vie en commun » alors qu'elle restait discrète avant la guerre. Elle articule et gère maintenant tous les rapports de la vie politique, comme un principe central. Conformément aux accords de Taëf, les décisions importantes sont prise à la majorité des deux tiers du parlement. L'influence des communautés minoritaires est ainsi renforcée, ce qui ne facilite pas l'autorité gouvernementale, l'introduction de réformes administratives et sociales et la relance de l'économie nationale.

Parallèlement, la remise en ordre des milices s'accompagne d'un accroissement du pouvoir des militaires et d'un durcissement de la gestion de l'ordre public. Sous prétexte de lois d'amnistie, une amnésie collective se fait sur les actes des uns ou des autres qui se révèle très partisane, ne facilitant pas la réconciliation nationale. Ainsi, le Hezbollah est la seule milice à pouvoir rester armée sous prétexte de sa résistance à l'occupation Israélienne, alors que l'ex-milice des Forces libanaise, principale source d'opposition aux forces syriennes est dissoute en 1994. Samir Geagea son chef est même inculpé et condamné pour son action au cours de la guerre, alors que Sleiman Frangié, Walid Jumblatt , chef des Druzes, Nabih Berry leader d'Amal participent au gouvernement. Le général Aoun toujours en exil en France risque d'être arrêté s'il retourne au Liban.

Ce durcissement de l'ordre public se fait en intégrant les milices au sein de l'armée Libanaise. Celle-ci compte trois fois plus d'hommes après la guerre que ce qu'elle comptait avant. Encadrée par l'armée Syrienne (35 000 hommes sur le territoire du Liban), elle multiplie les contrôles et les arrestations. Cette reprise en main par les militaires impose à chaque communauté une gestion responsable, l'abandon des féodalités et l'introduction des

réformes administratives dans un pays habitué au clientélisme et à la corruption. L'actuel président Emile Lahoud (pour combien de temps encore ?) en faisait l'objectif de son mandat (il fut élu en 1998). Il voulait « créer un état d'esprit citoyen, (...) dépassant les clivages sectaires qui ont fait tant de mal au pays »<sup>1</sup>. C'est selon lui la solution pour « restaurer l'état de droit, gommer le confessionnalisme dans l'armée et dans l'administration et mettre fin à la corruption et au règne des clans. »<sup>2</sup>

Cette présence syrienne est aussi la marque de liens culturels et économiques très étroits. De tout temps, la plaine de la Bekaa et l'Anti-Liban ont été tournés vers la Syrie tant et si bien que lors de la période de reconstruction, ce sont environ un demi millions de travailleurs syriens peu qualifiés qui se sont installés et dont le produit du travail rapportait environ 1 milliard de dollars par an à la Syrie. Cette communauté d'intérêts a également été renforcée par des accords qui font suite au traité de fraternité entre le Liban et la Syrie. Ils lient les deux pays dans de nombreux domaines en particulier économiques, mais aussi de vie sociale et de vie culturelle. Ceci est rendu possible par l'adhésion d'une partie de la classe politique libanaise à la civilisation arabe plus que par une soumission ou un système d'allégeance à la Syrie. Les libanais restent fiers et indépendants. Ce rapport n'est pas du tout identique avec Israël qui est perçu comme un envahisseur et dont la culture reste éloignée.

### **3.2 Conséquences économiques et perspectives**

Les conséquences de la guerre sur le Liban sont très lourdes pour le pays. Parmi les plus riches et plus prospères de la région le Liban a rejoint le cercle peu envié des plus pauvres à l'issue de la guerre. Le revenu par habitant est en effet passé de 2100 dollars en 1975 à moins de 1000 en 1991. Le PIB a été réduit des deux tiers.

Mais malgré ces longues années de troubles, il a atteint 4010 dollars en 2001 contre 1 000 dollars en Syrie et 16 710 dollars en Israël. Ce relèvement est difficile car la guerre a profondément marqué le pays dans sa structure sociale et ses dimensions humaines. Il

---

<sup>1</sup> Emile Lahoud. Discours d'investiture. Octobre 1998.

<sup>2</sup> Idem.

convient de ne pas oublier que d'autres problèmes considérables hypothèquent le relèvement rapide et total du pays :

- La dégradation du patrimoine immobilier et des principales infrastructures du pays.
- La dégradation des services publics : éducation, santé, relève de l'impôt...
- La dégradation de l'environnement (eaux, déchets, pollution de l'air, effondrement des règles d'urbanisme et constructions anarchiques principalement dans les banlieues).
- La perte de capacités agricoles et industrielles qui conduisent à une lourde dépendance dans le domaine alimentaire.
- L'installation d'une forte inflation et la dégradation du pouvoir d'achat des salariés et des retraités du secteur public et privé.

Le gouvernement de Monsieur Rafic Ariri a mené la première phase de reconstructions nécessaires au centre de Beyrouth et a redonné au Liban une capitale digne pour lui redonner sa place économique. Son objectif était de transformer le Liban en « Monaco du monde Arabe »<sup>1</sup>. Il a ainsi conduit un programme urbain très actif. Malheureusement les recettes de l'état étant trop faibles, ce programme a conduit à une hausse très importante de la dette puisqu'elle a été multipliée par 6 en 5 ans. Dans ce contexte, le gouvernement change et Emile Lahoud arrive au pouvoir. Le premier ministre Salim el Hoss conduit un programme de modernisation de la fiscalité pour augmenter les recettes de l'état et faire face au déficit budgétaire gonflé par la dette. Il tente de mieux répartir la charge entre les contribuables afin de maintenir la paix sociale, tout en menant une politique de réévaluation de la livre libanaise. Les élections législatives de juin 2000 ramènent monsieur Hariri au gouvernement, mais son gouvernement rencontre les problèmes liés au départ des Israéliens au Sud Liban et l'inquiétude qui en découle. Si bien que les réformes sont retardées et que l'économie, très marquée par la dette publique considérable, connaît à nouveau des difficultés.

Mais le Liban possède d'indéniable atouts qui, biens exploités, pourraient lui permettre de regarder l'avenir avec sérénité. Parmi les points positifs il faut noter sa position

---

<sup>1</sup> Georges CORM La nécessaire réforme économique et financière. Études politiques le Liban Id livre.

géographique au centre des échanges entre Orient et Occident, son économie libérale et son environnement financier qui ont toujours garanti la liberté d'entreprendre et la circulation des capitaux. Enfin, le Liban bénéficie par sa montagne et son bord de mer, d'un climat particulièrement propice au développement du tourisme qui mit en valeur par une richesse de son patrimoine archéologique et historique en fait une destination privilégiée. Le potentiel agricole du pays semble tout à fait sous employé. Les ressources en eaux du pays peu exploitées, permettraient de nombreuses diversifications des cultures dans la plaine fertile de la Bekaa, des cultures vinicoles et arboricoles sur les flancs des montagnes et encore des cultures d'agrumes et de bananes sur la plaine côtière à l'image de ce qu'Israël a réussi plus au Sud. Si le secteur du bâtiment et travaux public a bien redémarré avec la reconstruction, le potentiel industriel pourrait être mis en valeur par la richesse de la main d'œuvre dont bénéficie le Liban. Le pays a toujours pu compter sur l'ingéniosité des artisans et des ouvriers grâce à la forte culture d'entreprise et surtout culture commerciale des libanais ; cela pourrait développer un secteur privé plus dynamique que ce qu'il est actuellement.

Notons également qu'il faut compter sur l'éducation et l'enseignement supérieur qui ont été une des priorités lors de la reconstruction du pays. Avec plus d'une douzaine d'université et des grandes écoles prestigieuses comme HEC-Liban, et l'ENA-Liban, ce sont plus de 90 000 étudiants que compte l'enseignement supérieur. Bien évidemment, cette ressource ne peut que placer le Liban au niveau d'une stratégie régionale et internationale, place qu'il a tenu dans le passé et qu'il mériterait de retrouver, appuyé par la Francophonie. C'est la place et le rôle que lui propose la France. Avec les accord Paris I et Paris II, c'est toute la communauté internationale qui donne sa confiance au Liban par les prêts à long terme qu'elle s'appête à lui consentir aux meilleures conditions.

### **3.3 Conséquences sociales et relations avec l'extérieur.**

Sur le volet social, la guerre a confronté le Liban à d'importants défis. Parmi les problèmes majeurs, il faut citer celui des déplacés. On estime qu'environ neuf cent mille personnes ont été déplacées du fait des opérations de guerre. Cela aboutit à plusieurs conséquences : l'occupation d'espaces non destinés au logement (hôpitaux, écoles, bureaux,

...) qui se pérennise étant donnée l'importance du parc de logements touché par les dommages de guerre. Cette occupation crée des déséquilibres dans le développement des régions qui est aggravée par la baisse des revenus et le taux de chômage particulièrement élevé.

Les Libanais n'acceptent plus sur leur territoire tant de réfugiés palestiniens<sup>1</sup>. Ils considèrent qu'Israël et les États-Unis n'ont pas à décider de l'implantation d'un demi millions de personnes dans le pays. Le statut quo est pour eux un déni des droits de l'homme difficile à résoudre. La communauté palestinienne ne s'assimile pas à une communauté Libanaise puisqu'elle se considère en exil. Ce fut en effet le seul discours officiel jusqu'à la mort de Yasser Arafat. Il est possible qu'il puisse maintenant changer. Le gouvernement Libanais fait également tout pour empêcher cette implantation à long terme. Ainsi les Palestiniens n'ont pas le droit d'accéder à la propriété, ils ne peuvent pas occuper des emplois publics et sont limités dans l'accès à certains emplois civils. L'avenir des Palestiniens au Liban est donc à l'image de ce Proche Orient qui entre dans un tournant de son histoire.

Avec la mort du président Yasser Arafat et la disparition des leaders historiques de la lutte palestinienne, la dialectique du combat perd de la vigueur et il y a réellement lieu de se poser la question de l'avenir de cette population et de considérer que rien ne sera réglé tant qu'une part importante des populations de ces pays vivra en dessous du seuil de pauvreté.

### **3.4 Les influences étrangères :**

#### ***La présence du Hezbollah***

Les influences étrangères sont également très nombreuses et gênent la classe politique pour décider clairement et de manière autonome des réformes nécessaires. D'inspiration Iranienne, le Hezbollah (parti de Dieu) agit comme un parti Libanais, mais subit également l'influence de la Syrie. Organisé et bien structuré, il a progressivement remplacé l'état dans la

---

<sup>1</sup> 76 % de la population est opposé à l'installation des palestiniens au Liban.

zone occupée par Israël et s'est substitué à l'Armée du Liban Sud. Il a ainsi acquis sa légitimité, d'abord par son combat contre l'envahisseur puis l'organisation et le soutien au combat des milices palestiniennes, mais aussi l'accompagnement humanitaire et social apporté aux populations. Il clame sa position vis-à-vis des réfugiés et s'affirme pour le droit au retour puisqu'il s'oppose à leur implantation et qu'il soutient leur revendications civiques et leur revendication à un état.

Il a obtenu la délégation de l'administration, la responsabilité de la sécurité au sud du pays et il bénéficie dans son action d'un fort soutien populaire. L'influence étrangère est certainement présente dans son action, et le fait qu'il soit le dernier mouvement encore armé ne facilite pas son intégration dans une vie politique « normale ». Le mouvement ne participe pas à la véritable gouvernance, puisqu'il n'est jusqu'à maintenant ni intégré dans le gouvernement, ni présent dans le processus électoral. La récente annonce d'une prochaine participation laisse toutefois apparaître une évolution dans ce domaine et semble annoncer une future normalisation.

### ***L'occupation par la Syrie***

La position de la Syrie n'a pas profondément varié depuis cinquante ans vis-à-vis des états de la région. L'échec de la création d'une nation Arabe est pour elle un élément déterminant dans ses relations avec ses voisins. Arrivée avec la Force Arabe de Dissuasion en 1976, elle revendique depuis le démantèlement de l'empire Ottoman, la création d'une grande Syrie et n'accepte dans les faits ni la création du Liban par Paris, ni la création de la Palestine par Londres (conséquence des accords Sykes-Picot). Sa politique est donc de contrôler les événements qui se passent dans la région. Ainsi, elle considère que les problèmes Palestiniens et Libanais sont de son ressort et permet d'expliquer le soutien militaire qu'elle entend apporter à la résolution de la crise.

Avec des ressources limitées en eau, la Syrie entend également avoir un droit de regard sur cette ressource vitale et si sensible. La menace que fait peser la Turquie par les projets de barrages sur l'Euphrate encourage encore plus cette grande nation arabe à conserver

la main mise sur les richesses Libanaises. Les ports sur la Méditerranée apportent un désenclavement recherché tant pour les flux commerciaux que migratoires qu'ils génèrent et le travail qui les accompagne.

Vue du côté libanais, les liens historiques paraissent évident. Les relations commerciales suivent depuis les temps anciens les routes de la vallée de la Beqaa. Les Druzes et Maronites ont toujours utilisé la main d'œuvre Syrienne pour leurs récoltes. Mais aucune de ces deux communautés n'a jamais accepté la domination de l'état voisin. Les chiïtes de la vallée et des monts Anti-Liban soutenus par l'Iran voient au contraire le prolongement de leur état naturel et tendent à profiter de cette profondeur offerte par le grand voisin.

La région, suite à l'intervention de la coalition en Irak en 2003, voit un rééquilibrage des puissances par le renforcement de l'état Libanais, mais aussi par une normalisation des relations entre les deux pays. Il ne fait pas de doute que le Président Bachar El Assad et son gouvernement subit des pressions pour retirer les troupes Syriennes. Le récent assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Arriri favorable à ce retrait et les manifestations qui ont suivi, tout comme les attentats visant la communauté chrétienne, montre que les jeux ne sont pas faits et que les facteurs extérieurs semblent nombreux pour que l'on puisse dire quel camp l'emportera.

### ***Le grand voisin Israël et le rôle des États Unis***

Le rôle d'Israël et des États-Unis au Liban n'a pas toujours été clair. On a pu croire que le soutien d'Israël à certaines milices visait à scinder le pays en deux afin d'établir un pays qui aurait naturellement pu accueillir les réfugiés palestiniens<sup>1</sup>. Si jamais cela a été le cas, cette idée fait maintenant partie du passé car il paraît indéniable que le peuple libanais existe et paraît très attaché à son pays. Mais il est également vrai que le Liban possède en proportion sur son territoire plus de réfugiés que tout autre pays voisin et que le retour du million de réfugié paraît impossible. Le fonctionnement des deux états voisins est très

---

<sup>1</sup> Ben Gourion dans une conversation avec le ministre de la défense Pinchas Lavon et Moshé Dayan disait en février 1954 « c'est le moment de pousser le Liban, c'est-à-dire les maronites de ce pays, à proclamer un état chrétien »

différent. Le Liban à l'inverse d'Israël se présente depuis toujours comme un pays multiconfessionnel et multiethnique. L'état Sioniste au contraire s'est constitué sur la discrimination ethnique et religieuse. C'est donc une constante depuis la création d'Israël, d'avoir un état voisin qui pourrait être le pendant chrétien de ce qu'il est pour les juifs. Il ancrerait ainsi profondément le Moyen Orient à l'Occident.

Les États-unis se comportent dans la région avec beaucoup de mépris pour les peuples indigènes et ils font bien peu de cas de l'histoire. En 1973 n'ont-ils pas appuyé l'idée que le Liban pourrait être scindé, d'une part à titre de compensation pour les israéliens qui se retirait du Sinaï, d'autre part pour les Palestiniens à qui ont aurait offert une patrie de rechange.<sup>1</sup>

La convoitise des richesses du Liban et notamment l'eau, est un facteur qui sous-tend les relations entre les deux pays. Les penseurs sionistes incluaient déjà en 1918 le Sud Liban car ils avaient perçu l'importance stratégique de celle-ci. En 1948, le premier président Israélien, Haïm Weizam réclamait à Loyd George Premier ministre britannique d'élargir le mandat jusqu'au fleuve Aouali dont l'embouchure est près de Saïda. Cette extension aurait annexé le fleuve Hasbani et son affluent le Ouazzani ainsi qu'une partie importante du Litani. Ainsi pendant son occupation du Sud Liban (1982-2000), Israël a pompé les eaux du fleuve Litani et même tenté de détourner son cours vers le lac de Tibériade. Cette convoitise continue à se matérialiser par l'occupation des fermes de Chebaa.

---

<sup>1</sup> Le ministre français des affaires étrangères Louis de Guiringnaud déclarait en 1978 : « les milices maronites portent principalement la responsabilité de la crise. Ces milices ont reçu le soutien d'Israël qui entretient le rêve aberrant de la partition du Liban » Études Géopolitiques 2004 : Le Liban regard vers l'Avenir p54.

## 4 Conclusion

Toute l'histoire du Liban est une grande histoire de résistance pour la survie et la liberté d'un peuple multiethnique et multiculturel. Depuis toujours les Libanais ont subi de nombreuses invasions, été confrontés aux pires épreuves et menacés de disparaître au profit de leurs voisins belliqueux et impérialistes. Mais ce petit peuple, fier et courageux, a su défendre son pays si convoité par les uns ou par les autres, montrant au cours des siècles qu'il ne se résignait pas et qu'il savait attendre pour sauvegarder l'indépendance de sa patrie.

Au carrefour entre Orient et Occident, ce petit pays curieux et ouvert vers les autres a apporté une contribution éclatante au développement de toute la civilisation méditerranéenne. Il a témoigné de la capacité de plusieurs ethnies, plusieurs religions et croyances, et plusieurs civilisations à vivre ensemble, faisant fit du communautarisme dont on l'a si souvent affublé.

Aujourd'hui après avoir été impliqué dans le démantèlement de l'empire Ottoman puis dans la tourmente qui a bousculé l'Europe et après une guerre de quinze ans dans laquelle de nombreux acteurs étrangers se sont impliqués, il paraît émerger courageusement. Certes sa situation économique est difficile et l'environnement politique toujours troublé par le conflit Israélo Arabe.

Longtemps, le pays a été tiraillé par trois solutions : une annexion par la Syrie, un démembrement conduit par les États-unis et Israël ou le retour à l'indépendance. La solution reste subordonnée à la poursuite du rétablissement de l'état de droit, sans doute l'avenir des réfugiés palestiniens, et aux influences étrangères dans le pays.

L'arrivée de nouveaux acteurs (le président Bachar El Assad en Syrie, un nouveau président de l'autorité palestinienne, et des américains en Irak) renverse les équilibres et permet d'espérer que le Liban retrouvera bientôt sa place enviée et motrice dans un Proche Orient pacifié.

## 5 Annexes

### 5.1 Annexe 1 - Le Liban quelques chiffres

Superficie : 10 400 km<sup>2</sup>

Population : 3 613 000 hab.(2002)

Capitale : Beyrouth 2 115 000 hab (2001 dans l'agglomération)

Nature de l'état et du régime politique : république à régime parlementaire

Chef de l'état : président de la république : Emile Lahoud

Premier ministre : Salim el Hoss

Langue officielle : arabe.

Monnaie : livre libanaise.

#### *Démographie :*

Densité : 316 hab/km<sup>2</sup>

Part de la population urbaine (2000) : 89,7%

Structure de la population par âge (2000) :

Moins de 15 ans	31,1 %
15-65 ans :	12,8%
Plus de 65ans:	6,1 %

Taux de natalité (2000) : 20 ‰

Taux de mortalité (2000) : 6 ‰

Taux de mortalité infantile (2000) : 17,2 ‰

Espérance de vie (2000) :

hommes :	71,9 ans,
femmes:	75,1 ans

#### *Économie*

PNB (2001) : 17,6 milliards de \$

MB/hab.(2001):4010\$

PNB/hab. PPA (2001) : 4 640 dollars internationaux

IDH (2000) : 0,755

Taux de croissance annuelle du PIB (2001) : 2%

Taux annuel d'inflation (1994) : 6,8 %

*Structure du PIB* (2000) :

agriculture:	11,9%
Mines et industries :	22 %
Services;	66,1 %

*Cultures :*

agrumes (2001 ) :	369 000 t.
amandes (2001) :	35 000 t
bananes (2001) .	110 000 t
betterave à sucre (2001) :	330 000 t.
blé (2001) :	61 000 t.
oranges (2001 ) .	165 000 t.

pamplemousses (2001) :	58 000 t.
pommes (2001):	120 000 t.
pommes de terre (2001) :	270 000 t.
Tomates (2001):	336 000 t.

### ***Élevage et pêche***

bovins (2001) .	74 000 têtes
Caprins (2001):	445 000 têtes
Ovins (2001) :	380 000 têtes
Pêche (1999) :	3 860 t.
Poulets (2001) :	32 500 000 têtes

### ***Énergie et produits miniers***

Électricité totale, (2000) : 7 950 millions de kWh

### ***Productions industrielles***

Huile d'olive (2001) :	6 300 t.
Vin (2001) :	195 000 hl
Production de bois (2000) :	7 150 m <sup>3</sup>
Ciment (2000) :	3 200 000 t.

### ***Tourisme***

Recettes touristiques (2000) : 742 millions de \$

### ***Commerce extérieur***

Exportations de biens (1999) : 677 millions de \$

Importations de biens (1997) : 7 456 millions de \$

### ***Dépense***

Forces armées (1999) : 63 570 hommes

Budget de la Défense (1999) : 3,3 % du PIB

### ***Niveau de vie :***

Nombre d'habitants pour un médecin (1993) : 526

Apport journalier moyen en calories (2000) : 3 155 (Minimum FAO : 2 400)

Nombre d'automobiles pour 1 000 hab. (1996) : 298

Nombre de téléviseurs pour 1000 hab. (1998) : 351

## 5.2 Bibliographie

« Atlas du monde arabe » de Rafic Boustani et de Philippe Fargues, éditions Bordas, Paris 1990.

« Introduction à l'analyse géopolitique » de Ameyric Chauprade, éditions Ellipses, 1999.

« Dictionnaire de Géopolitique » de Ameyric Chauprade et François Tual, éditions Ellipses, 1999.

« Le Liban » de Jean-Pierre Alem et Patrick Bourrat, collection "Que sais-je ?", PUF, édition Mai 2000.

« Quel avenir pour le Liban », rapport n°111 de la commission des lois du Sénat, 1996/1997.

« Histoire du Liban contemporain, t.1 : des origines à 1943 » de Denise Ammoun, éditions Fayard, 1997.

« Le désordre libanais » de Joseph KHOURY, édition L'HARMATTAN, 1998.

Le Liban-Sud espace périphérique espace convoité Jacques Seguin, édition L'HARMATTAN, 1989.

Héroïque Liban, Vocation du pays des cèdres. Général Bertrand de Dinechin, Pierre Téqui editeur.

Les nations du prophète, Xavier de Planhol, Edition Fayard 1993.

Le Liban Regards vers l'avenir Études géopolitiques Id Livre 2004